



APPEL À L'ACTION

LES ENVOIS DE FONDS VERS L'ÉTRANGER EN DANGER : COMMENT MAINTENIR LE FLUX

75% 

des migrants dans le monde travaillent dans les pays où trois quarts des cas de COVID-19 ont été signalés.

90% 

des envois de fonds au niveau mondial sont effectués par des migrants à partir de ces pays

Une chute de

20% 

des envois de fonds vers l'étranger est prévue pour 2020, soit 110 milliards USD.

Sources : KNOMAD/Banque mondiale

Alors que le monde subit les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19, il est prévu que le flux mondial d'envois de fonds vers des Pays à revenus faibles et moyens (PRFM) connaisse une forte baisse d'environ 20 % en 2020. Les envois de fonds vers des PRFM devraient chuter de 110 milliards USD, ce qui implique la perte d'un filet de sécurité essentiel pour de nombreux foyers vulnérables. Les envois de fonds transfrontaliers vers des PRFM étant plus élevés que les investissements directs à l'étranger ou l'aide publique au développement à destination de ces pays, il est prévu que les effets socio-économiques de la crise, dont l'intensification est rapide, soient dévastateurs pour les économies locales des pays et des communautés d'origine des migrants, pour les ménages individuels et pour la réalisation globale des Objectifs de développement durable (ODD).



CONSÉQUENCES POUR LES MIGRANTS ET LEUR FAMILLE

L'émigration crée de nouvelles opportunités en termes de revenus et de moyens de subsistance, notamment par le biais des envois de fonds à l'étranger. Les interruptions des flux financiers transfrontaliers liées à la pandémie actuelle touchent particulièrement les migrants et leur famille. Dans la plupart des cas, les migrants disposent de filets de sécurité limités. En effet, ils occupent souvent des emplois informels, les tâches qu'ils remplissent ne peuvent pas être accomplies à distance et ils ne sont pas pris en compte par les mesures des gouvernements destinées à atténuer l'impact des pertes d'emploi, ce qui entraîne une diminution voire une suppression de leurs revenus. Dans le contexte de cette crise, de nombreux travailleurs migrants sont confrontés au chômage ou à la diminution de leurs revenus, sont coincés dans leur pays d'accueil, recevant peu d'aide voire pas du tout et étant dans l'incapacité de subvenir aux besoins de leur famille dans leur pays d'origine.

Les familles des migrants dans ces pays dépendent des remises de fonds pour assurer leurs besoins fondamentaux tels que l'achat de nourriture, et le

règlement des frais dédiés au logement, à l'éducation et aux services de santé. Sans ces envois de fonds, les familles font face au risque de ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins fondamentaux, ainsi qu'aux graves conséquences entraînées par cette situation.

De chaque côté du canal de transfert, les prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger ont été contraints d'arrêter leur activité ou de réduire leurs heures de travail tandis que les restrictions à la mobilité et la limitation des transports publics compliquent la possibilité de joindre des agences et des employés pour déposer et retirer de l'argent. Ces restrictions d'accès constituent des défis majeurs pour les capacités de nombreux migrants et de leur famille à envoyer et recevoir des transferts de fonds, dans la mesure où ils ont bien souvent une connaissance limitée des canaux numériques, et qu'ils utilisent peu ces derniers. Une baisse des envois de fonds vers l'étranger risque d'annuler la progression en termes de développement réalisée dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et les ODD.



CONSÉQUENCES POUR LES ÉCONOMIES ET LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Les envois de fonds vers l'étranger représentent plus de cinq pour cent du PIB dans au moins 60 PRFM. Pour les Pays les moins avancés et les Petits États insulaires en développement, cette part est souvent encore plus importante. Dans la mesure où les investissements directs à l'étranger devraient chuter de plus de 35 % en 2020, il est prévu que les flux de transferts de fonds vers l'étranger deviennent une source de financement extérieur encore plus importante pour les PRFM.

Une diminution des envois de fonds vers l'étranger peut avoir de graves répercussions sur des économies et des communautés locales entières, ce qui pourrait engendrer une baisse des investissements productifs, des dépenses de consommation et de l'accès aux services éducatifs et de santé.

À ce titre, il est crucial que des mesures soient prises pour garantir le fait que les envois de fonds vers l'étranger, réalisés par les migrants et par les communautés de diaspora au sens large, continuent à être générés, notamment en soutenant un accès plus large aux technologies numériques, et une plus grande utilisation de ces dernières.

CONSÉQUENCES POUR LES PRESTATAIRES DE SERVICES D'ENVOIS DE FONDS VERS L'ÉTRANGER



Lorsque les revenus des migrants diminuent, les envois de fonds vers l'étranger chutent et par conséquent les chiffres d'affaires des prestataires de services d'envoi de fonds dans les pays d'envoi et de réception baissent également. Les flux inattendus et la volatilité des taux de change compliquent la gestion de leurs liquidités pour les prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger. Les fermetures imposées et le travail à distance présentent des défis aux prestataires de services en ce qui concerne leur capacité à poursuivre leur activité.

Les prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger sont préoccupés par la santé et la sécurité de leurs clients, mais ont des difficultés à faire passer ces derniers aux canaux numériques, en raison du manque de réactivité du marché envers le numérique et des obligations de vérification des clients en face à face. De plus, le manque de documents d'identité, de connaissances suffisantes en matière financière, d'accès aux technologies numériques et de maîtrise de ces dernières parmi les migrants et leur famille peuvent provoquer un recours accru à des canaux de transfert informels lorsque l'accès aux canaux formels baisse. Une hausse des taux d'inclusion financière numérique peut atténuer ce phénomène et aider à maintenir les flux au sein des canaux formels.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



UK Government

Afin de ne négliger personne dans le contexte de la crise actuelle, l'appel suivant aux décideurs, aux autorités de réglementation et aux prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger devrait être entendu pour le bien des migrants, de leur famille et des communautés locales, de façon conforme à l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et les ODD.



DÉCIDEURS

- Reconnaitre la prestation de transfert de fonds vers l'étranger comme un service financier essentiel.
- Mettre en place des mesures d'aide économique qui profiteront aux migrants et aux prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger.
- Soutenir le développement et la mise à l'échelle des canaux de transfert de fonds numériques pour les migrants et leur famille.



AUTORITÉS DE RÉGLEMENTATION

- Conseiller aux banques d'appliquer des mesures de vigilance adaptées aux risques dans le but de continuer à fournir des services bancaires aux prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger pendant la crise.
- Prendre en compte les besoins pour les prestataires de services d'envoi de fonds vers l'étranger en termes d'éclaircissements concernant le respect des dispositions aussi bien que de renouvellement des licences durant la crise.
- Fournir des lignes directrices réglementaires pour des exigences proportionnées en termes de KYC (« Connaissance de son client »), qui sont essentielles à la mise à l'échelle des services financiers numériques, en particulier pour les personnes sans banque et sans papiers.



PRESTATAIRES DE SERVICES D'ENVOI DE FONDS VERS L'ÉTRANGER

- Étudier des mesures destinées à apporter de l'aide aux migrants, comme la diminution des coûts de transaction d'envoi de fonds vers l'étranger, la gratuité de la collecte et de la livraison de fonds et d'autres services à valeur ajoutée.
- Investir dans la sensibilisation et l'éducation aux questions financières, notamment au sujet des canaux de transfert de fonds et des agences disponibles.
- Promouvoir l'utilisation de systèmes ouverts interopérables qui permette la création d'une base à partir de laquelle des produits financiers centrés sur les migrants peuvent être proposés.

Pour plus d'informations concernant cet Appel à l'action, veuillez consulter l'adresse suivante : <https://www.knomad.org/covid-19-remittances-call-to-action/>